

## Page d'accueil

### DÉCISION EL 95-049 DU 24 AVRIL 1995

#### «MOUVEMENT POUR LA SOLIDARITÉ, L'UNION ET LE PROGRÈS» (ADEBO Djamiou)

1. Contentieux électoral
2. Opérations électorales du 28 mars 1995 dans la circonscription électorale de Cotonou
3. Requête prématurée
4. Irrecevabilité.

*Selon les dispositions de l'article 55 de la loi organique sur la Cour constitutionnelle, une requête enregistrée à la Cour avant la proclamation des résultats de l'élection contestée est prématurée et irrecevable.*

#### **La Cour constitutionnelle,**

- VU** la Constitution du 11 décembre 1990 ;
- VU** la Loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle ;
- VU** la Loi n° 94-013 du 17 janvier 1995 portant règles générales pour les élections du président de la République et des membres de l'Assemblée nationale ;
- VU** la Loi n° 94-015 du 27 janvier 1995 définissant les règles particulières pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale ;
- VU** la Loi n° 94-030 du 17 janvier 1995 portant mise en conformité de la Loi n° 94-013 fixant les règles générales pour les élections du président de la République et des membres de l'Assemblée nationale avec la Décision DCC 34-94 des 22 et 23 décembre 1994 de la Cour constitutionnelle ;
- VU** le Décret n° 95-52 du 23 février 1995 portant convocation du corps électoral pour les élections législatives du 28 mars 1995 ;
- VU** le Règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Où Monsieur Pierre E. EHOUMI en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

**Considérant** que par requête en date du 04 avril 1995, enregistrée au Secrétariat de la Cour à la même date sous le numéro 0520, le parti dénommé «*Mouvement pour la Solidarité, l'Union et le Progrès*» (MSUP), agissant par l'organe de Monsieur ADEBO Djamiou, son président, sollicite l'annulation des opérations électorales du 28 mars 1995 dans la circonscription électorale de Cotonou ;

**Considérant** d'une part que, selon l'article 55 de la Loi organique n° 91-009 du 04 mars 1991 sur la Cour constitutionnelle, l'élection d'un député peut être contestée devant la Cour constitutionnelle durant les dix (10) jours qui suivent la proclamation des résultats du scrutin, par toutes les personnes inscrites sur les listes électorales de la circonscription dans laquelle il a été procédé à l'élection ainsi que par les candidats de cette circonscription ; que, d'autre part, l'article 57 de la même loi prescrit que les requêtes doivent contenir les noms, prénoms, qualité et adresse du requérant, le nom des élus dont l'élection est attaquée, les moyens d'annulation évoqués et que le requérant doit annexer à la requête les pièces produites au soutien de ses moyens ;

**Considérant** que la requête susvisée a été enregistrée avant la proclamation, le 16 avril 1995, des résultats définitifs de l'élection contestée ; que, dès lors, ladite requête est prématurée et doit être déclarée irrecevable ;

**DÉCIDE:**

**Article 1<sup>er</sup>.**- La requête du «*Mouvement pour la Solidarité, l'Union et le Progrès*» (MSUP), représenté par Monsieur ADEBO Djamiou est irrecevable.

**Article 2.**- La présente décision sera notifiée à Monsieur Djamiou ADEBO et publiée au *Journal officiel*.

Ont siégé à Cotonou, le vingt-quatre avril mil neuf cent quatre-vingt-quinze,

Madame	Elisabeth K. POGNON	Président
Messieurs	Alexis HOUNTONDJI	Vice-président
	Bruno O. AHONLONSOU	Membre
	Pierre E. EHOUMI	Membre
	Alfred ELEGBE	Membre
	Hubert MAGA	Membre
	Maurice GLELE AHANHANZO	Membre

**Le Rapporteur,**  
Pierre E. EHOUMI

**Le Président,**  
Elisabeth K. POGNON